Protéger les entreprises québécoises

- Les sièges sociaux sont des lieux de décision importants qui rejaillissent sur l'ensemble de l'économie québécoise :
 - Les 550 sièges sociaux présents au Québec représentent 50 000 emplois à un salaire deux fois plus élevé que la moyenne québécoise;
 - Ces sièges sociaux génèrent 20 000 autres emplois chez des fournisseurs de services spécialisés (services comptables, juridiques, financiers, informatiques);
 - Les entreprises tendent à concentrer leurs activités stratégiques comme la recherche scientifique et de développement technologique, là où se trouve le siège social. Dit autrement, une économie de filiales, c'est une économie moins innovante.
- Ces dernières années, plusieurs entreprises québécoises sont passées aux mains de sociétés étrangères. Pensons à Rona, Bombardier Transport, Sico, Resolu ou Saint-Hubert.
- Les lois protègent mal nos entreprises contre des prises de contrôle :
 - Depuis 10 ans, les nouveaux établissements n'ont représenté que 54% de l'investissement étranger au Canada;
 - 46% de ces investissements étrangers ont plutôt pris la forme de fusions et acquisitions, où des investisseurs étrangers ont mis la main – en tout ou en partie – sur des entreprises de chez nous;
 - Pendant la même période, le gouvernement fédéral, dont c'est le rôle de contrôler l'investissement étranger, a approuvé 99% de ces acquisitions sans les examiner. Seulement 1% ont fait l'objet d'un examen en vertu de la Loi sur Investissement Canada.
- Les sièges sociaux sont indissociables du secteur financier québécois, qu'il est essentiel de préserver.
 - Le secteur financier est ce qui procure aux entreprises québécoises, y compris les PME, le capital dont elles ont besoin pour fonctionner et prospérer, et leur permet de transiger en français;
 - Le secteur financier, c'est 150 000 emplois au Québec et une contribution de 20 milliards au PIB (6,3%);
 - Montréal se classe dans les 20 premiers centres au monde dans les domaines de l'assurance, de la gestion de caisses de retraite, de la finance durable;

- La place financière montréalaise est la 27e place financière sur la planète (classement du Global Financial Centres Index), avec presque 100 000 emplois. Or, sa place recule. Elle était au 13e rang il y a dix ans.
- Le gouvernement fédéral n'est pas étranger à la fragilité du secteur financier québécois :
 - Au nom du commerce interprovincial, il critique les lois du Québec qui favorisent les institutions financières québécoises plutôt que les banques torontoises (notamment pour le placement d'obligations gouvernementales);
 - Il souhaite toujours la création d'une commission unique des valeurs mobilières concentrée à Toronto alors que le système actuel fonctionne bien;
 - Le Bloc Québécois était parvenu à faire abolir le budget de fonctionnement d'un bureau torontois chargé d'assurer la transition vers un régime canadien centralisé de réglementation des valeurs mobilières en 2021.
 - Il cherche à étendre ses pouvoirs dans le secteur financier aux dépens du Québec : instruments de paiements, technologie financière, protection du consommateur dans le domaine financier;
 - En 2016, le Bloc Québécois avait lancé une vaste mobilisation québécoise qui avait forcé les libéraux à retirer un article d'un projet de loi, C-29, qui aurait soustrait les banques à la loi québécoise sur la protection des consommateurs au profit de règles fédérales plus laxistes.
 - Toute centralisation à Ottawa de l'encadrement du secteur financier risque d'entraîner un déplacement de l'activité de Montréal vers Toronto et une perte de leviers de décisions.
- Le Bloc Québécois :
 - Veillera à renforcer la Loi sur Investissement Canada pour mieux contrôler les prises de contrôles étrangères;
 - Pressera le gouvernement fédéral de s'asseoir avec le Québec et les provinces en vue d'une modification aux lois sur les sociétés par actions permettant aux entreprises de mieux se protéger contre les prises de contrôle hostiles;
 - S'objectera à toute tentative fédérale de centraliser les pouvoirs dans le secteur financier, en particulier la réouverture de l'embryon de Commission fédérale des valeurs mobilières à Toronto que le Bloc a réussi à faire fermer en 2021.